

## Note de conjoncture 24

---

10 octobre 2012

L'actualité des sondages, études et conférences

### Alain Vermeersch

#### La cote de popularité de l'exécutif

Le chef de l'Etat ne perd que 1 point en octobre dans le baromètre **CSA pour Les Echos (05/10)**. Mais son niveau parmi les sympathisants de gauche, en baisse de 5 points à 75 %, est au plus bas depuis mai. Seulement 42 % des sondés disent lui faire « confiance pour affronter efficacement les principaux problèmes qui se posent au pays ». Pas moins de 55 % sont d'un avis contraire, soit 2 points de plus en un mois. **Depuis mai, les bonnes opinions ont reculé de 16 points, tandis que les mauvaises augmentaient de 19.** Jean-Marc Ayrault est dans une situation semblable. Le Premier ministre perd lui aussi 1 point en octobre dans notre sondage, à 41 %. Jérôme Sainte-Marie, le directeur du département politique-opinion de CSA, y voit un « glissement significatif de sa base sociale ». **Sur cinq mois, il a perdu 20 points chez les écologistes et 24 chez les partisans de Jean-Luc Mélenchon. Sa cote auprès des ouvriers s'est effondrée de 30 points, à 34 %.** « Mieux vaut ne pas être associé aux sujets sociaux, résume Jérôme Sainte-Marie. Tout positionnement sur un autre dossier est bénéfique en matière de popularité, même si cela intéresse moins les Français. »

Quarante-neuf pour cent (+9) des Français se disent "mécontents" de l'action du président de la République et 45% (+12) de celle du Premier ministre, selon **Opinionway pour le quotidien Métro (7/10)**. A la question, "êtes-vous satisfait de l'action de François Hollande ?" seuls 42% des sondés répondent par l'affirmative (-4 par rapport à septembre). Quant à Jean-Marc Ayrault, ils sont 40% (-6) à être satisfaits de son action. **C'est la première fois que les courbes d'insatisfaction du couple exécutif sont supérieures à celles de satisfaction** dans le baromètre Opinionway confirmant une tendance déjà enregistrée par d'autres instituts. A titre de comparaison, l'indice de satisfaction de Nicolas Sarkozy s'élevait à 63% en octobre 2007 et celle de François Fillon à 56% à la même période en 2007.

Concernant l'action gouvernementale, **le ministre de l'Intérieur Manuel Valls domine le palmarès avec 55% (+10) de satisfaits** et 26% de mécontents. Il devance le ministre de

l'Éducation, Vincent Peillon 45% (+4) contre 32% et le ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius 44% (+3) contre 34%. Parmi les autres ministres, **Arnaud Montebourg (Redressement productif) chute de 5 points à 29% contre 43% d'insatisfaits** alors que Cécile Duflot (Logement) gagne un point avec 32% contre 41% de mécontents.

**Jérôme Sainte-Marie expose dans le Jdd (07/10)** les raisons de la faiblesse de l'exécutif dans les sondages : « Hollande est impopulaire sans être rejeté comme le fut Sarkozy. Il n'a pas de contentieux avec l'opinion. Les Français gardent certes l'image d'un homme sympathique, proche et intègre. Mais les doutes sur sa mollesse ne sont pas encore levés. Du coup, ils s'interrogent : avait-il une stratégie claire au moment de l'élection ? Pendant la campagne, ils ont cru au discours sur la justice et au protectionnisme européen. Ils ne s'accommoderaient pas d'une trahison sur ces plans. »

## UMP

Selon une enquête **OpinionWay pour Le Figaro (04/10)**, les électeurs proches de l'UMP interrogés par l'institut sont **86 % à se dire pas du tout d'accord ou plutôt pas d'accord avec le droit de vote des étrangers aux élections locales**. De surcroît, **78 % se déclarent tout à fait ou plutôt favorables à la suppression de l'aide médicale d'État** pour les étrangers en situation irrégulière. Les mêmes sont **74 % à manifester leur opposition - totale ou plus nuancée - au mariage et à l'adoption pour les couples homosexuels**. Sur les sujets économiques et sociaux, les avis sont moins catégoriques.

**Quatre familles de pensée** peuvent être distinguées parmi les sympathisants UMP.

- **Les «gaullistes»**, qui représentent 31 % de l'échantillon et comptent beaucoup de seniors, arrivent en tête. Attachés à la tradition en matière de question de société, ils sont favorables à l'intervention de l'État dans l'économie. Les emplois d'avenir reçoivent le soutien de 63 % d'entre eux. Le poids de cette sensibilité à droite explique que 64 % des sympathisants UMP jugent qu'il faut construire des logements sociaux dans toutes les villes.
- **Les «conservateurs antilibéraux»** - 24 % de l'échantillon - arrivent deuxième ex æquo. Stricts sur les questions de société, ils nourrissent aussi une grande défiance envers le marché. Ils sont 81 % à se dire opposés à la suppression de l'ISF, 60 % à l'assouplissement des conditions de licenciement. Cet électorat, plus populaire, présente quelque analogie avec celui du FN. C'est d'ailleurs le seul groupe où on demeure assez favorable à une alliance avec Marine Le Pen - 45 %, contre 29 % pour l'ensemble de l'électorat du grand parti de la droite.
- **Les «progressistes»** - 24 % représentent l'aile gauche de l'électorat UMP. Mais, même dans leurs rangs, on ne trouve qu'une majorité modeste (52 %) en faveur du mariage et de l'adoption pour les couples gays. Et seuls 39 % soutiennent le droit de vote des étrangers aux élections locales.

- **Les «libéraux»** - 21 % - «ne le sont en réalité qu'à moitié», explique Jeanbart. Très attachés à la récompense de l'esprit d'entreprise - 77 % d'entre eux sont favorables à l'abrogation de l'ISF -, ils demeurent conservateurs sur les questions de société. »

### **La campagne pour la présidence de l'UMP**

**Fillon loin devant Copé** pour la présidence de l'UMP. Il devance largement J-F. Copé dans la course à la présidence de l'UMP, selon un sondage **OpinionWay pour le Figaro (8/10)**. L'ancien Premier ministre est jugé "capable de mener l'UMP à la victoire en 2014" par 35% des sympathisants UMP contre 15% pour l'actuel secrétaire général. De même, François Fillon incarne davantage "l'avenir de la droite" (32% contre 17% pour Jean-François Copé). Il est aussi le plus "fidèle aux idées de Nicolas Sarkozy" (32% contre 16%). Un point qui contrarie la stratégie du maire de Meaux qui se veut le plus sarkozyste et reproche régulièrement à son adversaire de prendre ses distances avec l'ancien président. Fillon est aussi selon les sympathisants, le plus à même "de rassembler les électeurs de droite" (39% contre 11%), d'incarner "les valeurs de la droite" (29%/13%), ou d'avoir "un projet pour la droite" (24%/10%). 37% des personnes interrogées (contre 21%) estiment en somme que l'ancien Premier ministre "ferait un bon chef de l'opposition". Son rival est placé en tête pour son côté "dynamique" (37% contre 16% à Fillon), "moderne" (31%/15%) ou pour sa proximité avec les adhérents et les militants (23%/18%). Jean-François Copé incarne un peu plus "le renouvellement de la droite" (26%/24%).

### **Le projet de Fillon**

Pour résumer, **l'ex-Premier ministre ne veut pas « une règle d'or » mais trois. Une première sur l'État - zéro déficit -, une autre sociale - « que les dépenses de santé ne progressent pas plus que la croissance », avec la fin de l'accès gratuit à la CMU et l'AME - et une règle d'or locale : sanctionner les collectivités qui dépensent et augmentent les impôts.** Au fil de ses trois « pactes », le député de Paris a égrené des mesures précises : suppression de 1.000 normes dans le droit français en cinq ans, 80.000 places de prison, ramener les corps de la fonction publique de 300 à 20 ou 30... **Son « pacte national » s'appuie sur un triptyque école-sécurité-immigration**, avec des peines-planchers pour tous les délits et un débat annuel au Parlement pour « fixer précisément (...) le nombre de migrants qui pourront être accueillis en France ». (27/09)

### **Le programme de Copé**

Jean-François Copé a dévoilé par voie de presse (26/09) une partie de son livre-programme, dans lequel il reprend à son compte une expression politiquement très connotée à l'extrême droite, le "racisme anti-blanc", que le secrétaire général de l'UMP dit se développer dans les quartiers difficiles. Une façon pour lui de séduire les militants les plus à droite tout en monopolisant le débat et l'attention médiatique. Ce que doit être l'UMP : « Nous devons à tout prix éviter l'écueil qui consiste à parler pendant cinq ans de toutes les erreurs que commet

François Hollande, sans jamais rien proposer, sans jamais rien construire. Agir, c'est aussi se mettre au service des Français, dès maintenant. En parallèle de ses missions classiques, l'UMP développerait des programmes de services concrets aux Français, dans tous les domaines importants de leur vie quotidienne: soutien scolaire, aide à la recherche d'emploi en mobilisant les réseaux socioprofessionnels de l'UMP, appui juridique et amical aux victimes de la délinquance, centrale d'achat pour négocier des tarifs avantageux auprès des grandes enseignes afin de soutenir le pouvoir d'achat des plus modestes... (...) L'UMP deviendrait ainsi le premier «parti d'action civique». Je veux une droite décomplexée. (Le Figaro 26/09)

## Front national

Porosité entre les électors. Il n'est pas exclu que le FN puisse « bénéficier localement d'une porosité grandissante entre l'électorat UMP et FN », estime Jérôme Fourquet. C'est sur ce point que mise aujourd'hui le parti d'extrême droite en lançant un grand chantier de recrutement et de formation de cadres et candidats en visant les municipales de 2014. Et tout particulièrement les villes moyennes. En espérant « faire sauter la digue » comme aux municipales à Dreux en 1983, avec des ralliements à droite au vu des scores élevés du FN au premier tour. Dans le pourtour méditerranéen, analyse Jérôme Fourquet, le FN a ainsi réussi, dans certaines communes, à atteindre des scores allant de 40 % à plus de 50 %. Surtout, dans les Bouches-du-Rhône, le Gard ou les Pyrénées-Orientales, les législatives ont été le théâtre de désistements ou de tentatives de désistements réciproques bienveillants de candidats UMP comme FN. (Les Echos 04/10)

Les sympathisants UMP et Front national partagent de plus en plus les mêmes points de vue sur les sujets économiques ou de société, selon un sondage IFOP, diffusé le 28 septembre. « A part sur l'Europe, ils ont des opinions similaires », résume Frédéric Dabi, directeur du département opinion de l'IFOP, qui fonde également son analyse sur plusieurs études qualitatives menées sur le même sujet. Contrairement à ceux de l'UMP, les sympathisants du FN s'opposent à un renforcement de l'intégration européenne. Les résultats de cette enquête montrent également que les sympathisants FN restent plus attachés aux acquis sociaux, comme la retraite à 60 ans. (Le Monde 06/10)

A lire l'article de Mediapart (08/10) : 5 855 communes ont placé Marine Le Pen en tête au premier tour de la dernière présidentielle.

Nonna Mayer dans une interview sur le site nouvelobs.com (04/10) explique : « Si Marine Le Pen veut arriver au pouvoir, il faut qu'elle se "déradicalise" encore un peu plus. Qu'elle soit plus claire sur la préférence nationale. La vraie force du Front national c'est de faire passer ces idées dans le débat national, notamment dans le climat actuel. On est dans un contexte de crise économique, post printemps arabe, qui fait peur. Il faut avoir une politique différente de celle du FN. Évidemment, il y a des cas où il faut descendre dans la rue. Le problème n'est pas de se polariser sur ce parti, il est un indicateur des choses qui ne vont pas. C'est à la

gauche de faire une politique de gauche et à la droite de faire une politique de droite sans se laisser entraîner dans ce piège. »

## | La politique d'austérité contestée

Nous avons pu remarquer les **prises de distance d'économistes**, notamment J. Stiglitz et P. Krugman ces dernières semaines. Amartya Sen, prix nobel, a lui aussi donné son opinion dans une interview au quotidien suisse Le Temps (04/10) « Les politiques en Europe continuent d'esquiver trois questions essentielles pour l'avenir de la zone euro. La première est liée à la volonté de réduire les déficits par des mesures d'austérité. Or ces dernières ne sont pas viables. Historiquement, l'endettement des États a pu être réduit lorsque la croissance était forte. » Il ajoute « Je ne pense pas que l'Europe va marquer un précédent pour l'économie mondiale. Il y a une raison pour laquelle ce n'est pas possible. On a bien vu ce qu'il s'est passé dans les années 1930 aux États-Unis, où les freins aux dépenses ont renforcé la dépression. » Il poursuit « dissoudre la zone euro créerait des turbulences énormes. Il faut donc gérer ces problèmes délicatement. La même chose s'applique à l'austérité. Il n'aurait pas fallu s'y lancer, mais on ne peut pas tout arrêter d'un coup. Certaines mesures peuvent être abandonnées, mais il est important de mettre en place certaines réformes. Rappelons-nous que réforme ne signifie pas forcément austérité. Comme les deux notions ont été mélangées, ceux qui s'opposent à l'austérité finissent par s'opposer aux réformes. » Second argument « Il y a une raison qui explique pourquoi le Portugal ou la Grèce, par exemple, font face à des problèmes que ne vit pas l'Allemagne. Si la monnaie était différente, les pays pourraient dévaluer. Ce n'est pas possible. Or, aujourd'hui, la Grèce et le Portugal se trouvent face à un euro surévalué, tandis que l'Allemagne profite d'un euro sous-évalué. Dette ou pas, ces questions doivent être résolues parce qu'elles reviendront. » Il conclut « Les Allemands ont un problème: ils pensent qu'une austérité bien mise en place fonctionnera. Le gouvernement a mis cela dans la tête de la population. »

Cela n'interdit pas de dérouler le tapis d'arguments contraires, quelques fois contradictoires. Ainsi P. Artus critique « le choix fait par la France de recourir essentiellement à la fiscalité pour réduire le déficit. » Ce faisant », dit-il, le gouvernement Ayrault a fait fi des résultats de très nombreux travaux de recherche universitaire établissant que « le coût en production et en emplois des consolidations budgétaires est bien plus élevé lorsqu'elles passent par une taxation accrue plutôt que par une diminution de la dépense publique ». Pour la France, le scénario catastrophe serait de « rentrer, avec un ou deux ans de décalage, dans la même spirale que les Espagnols, où l'on se met à courir après le déficit sans réussir à le faire baisser tout en subissant une chute considérable de la croissance et une hausse énorme du chômage ». Une telle perspective soulève deux questions. « La première se pose à l'Union européenne : quand Bruxelles cessera-t-il de faire semblant de croire qu'on peut réduire les déficits publics à marche forcée ? L'autre question se pose au gouvernement : était-il opportun de faire du tout-impôt alors que les entreprises françaises se trouvent dans une situation

financière catastrophique ? » Il conclut « L'action gouvernementale manque de cohérence. Est-il bien raisonnable d'augmenter les impôts des entreprises quand, parallèlement, on se pose la question de la rentabilité de l'industrie et celle de faire baisser ses charges ? »

Nous pouvons en parallèle remarquer que la campagne idéologique produit ses effets. Un **sondage CSA** montre que seulement **30 % des personnes sondées considèrent comme « excessifs » les efforts de redressement des comptes publics**. « Selon celui-ci, pas moins de 45 % des Français jugent « insuffisants », dans le contexte économique actuel, les objectifs de réduction rapide des déficits publics ». Ils sont 20 % à les estimer « comme il faut ». « Comme pour les retraites en 2010, **il y a dans la population aujourd'hui un sentiment largement partagé d'urgence à s'attaquer à la question de la dette et des comptes publics** », explique Jérôme Sainte-Marie. Pour preuve, même les sympathisants du Front de gauche de Jean-Luc Mélenchon jugent « insuffisants » à 41 % et « comme il faut » à 23 % l'objectif de déficit de 3 % du PIB en 2013 et de retour à l'équilibre en 2017. Pour Jérôme Sainte-Marie, **il ne faut pas interpréter ces chiffres comme une demande de nouveau tour de vis fiscal**, alors que d'importantes hausses de prélèvement viennent d'être annoncées. » (Les Echos 05/10)

### **Compétitivité : un argument d'acceptation de l'austérité**

Il n'y qu'à lire le flot de commentaires et de points de vue depuis deux semaines pour s'en convaincre. La tribune co-rédigée par Jean-Paul Betbèze, Christian Saint-Etienne, Jean-Hervé Lorenzi et Jacques Le Cacheux est exemplaire. Nous pouvons lire : « Nous sommes en pleine crise économique et financière. Il nous faut la surmonter, à partir des entreprises, ce qui signifie les actionnaires, les dirigeants et les salariés... Le risque d'une spirale récession-chômage-déficit extérieur est ainsi posé... **Pour briser cette spirale dépressive et rebondir, il n'y a pas d'autre issue que de soutenir les entreprises en faisant supporter aux ménages les charges sociales qui leur reviennent**... Le montant avancé de 30 milliards n'est pas trop élevé : certaines études avaient même évoqué des sommes plus importantes... Il s'agit de ne pas susciter d'effet d'aubaine mais de soutenir l'investissement productif. Techniquement, cela voudra dire que les entreprises devront s'engager à investir les montants qui leur sont ainsi remis... L'importance de ce transfert est telle qu'il doit être la base d'un nouveau contrat social entre les Français et leurs entreprises. » (Le Monde 06/10)

Le Monde (04/10) avait d'ailleurs titré « Coût du travail : ce que prépare l'Elysée » On pouvait lire « Selon nos informations, les entreprises bénéficieraient d'un allègement du coût du travail d'une quarantaine de milliards d'euros, avec le basculement de cotisations employeurs sur un impôt large, la piste la plus sérieuse étant celle de la contribution sociale généralisée (CSG). Pour ne pas trop entamer le pouvoir d'achat des ménages, l'Elysée souhaite étaler ce transfert de charges sur la durée du quinquennat, à raison de 8 à 10 milliards d'euros par an. »

« **Pour l'instant, l'exécutif se retranche derrière l'attente du rapport Gallois et d'une concertation avec les partenaires sociaux, prévue à l'automne, pour ne pas en dire plus**. Mais le président François Hollande a promis des décisions d'ici la fin de l'année. Cela dit des signes de repli devant les exigences du patronat se font jour. Le durcissement de la taxation

des plus-values, censé incarner l'une des mesures phares du candidat Hollande — aligner la fiscalité du capital sur celle du travail —, a fait long feu. Il aura suffi d'une fronde, savamment orchestrée sur la Toile par une poignée d'entrepreneurs, pour faire plier l'Elysée. » écrit Le Parisien (05/10)

« **Après le traité européen et le budget de rigueur, c'est le nouveau grand chantier du gouvernement : la réforme du marché du travail et la compétitivité.** » souligne Mediapart (04/10) « C'est aussi, et surtout, une « trajectoire » à hauts risques politiques. Car le président de la République fait le choix d'ouvrir le dossier de la compétitivité de l'économie française par un biais polémique à gauche : le coût du travail. Il promettait pourtant l'inverse durant sa campagne, arguant devant Nicolas Sarkozy et sa TVA sociale que l'industrie souffrait d'abord d'un manque de recherche, d'organisation des filières ou encore d'accès au crédit... il a toujours revendiqué être un social-démocrate, attaché au dialogue social mais aussi attiré par les réformes allemandes. C'est d'ailleurs le message que les grands patrons ont entendu ces dernières semaines lors de leurs rencontres avec le chef de l'État. Après les dix ministres présents à l'université d'été du Medef, c'est François Hollande – fait rarissime pour un président de la République – qui s'est rendu à Évian, le 4 septembre, pour le forum des patrons français et allemands organisé par chaque année par Franck Riboud (Danone). « La gauche va faire les réformes que la droite n'a pas la volonté de faire, parce que la gauche a la légitimité pour le faire, nous a-t-il expliqué », raconte un témoin. »

**Du côté du PS**, « Les socialistes Karine Berger et Pierre-Alain Muet jugent le projet de l'Elysée « inopportun ».. La conjoncture ne permet pas de faire un transfert des cotisations patronales sur les ménages, quelle que soit la forme de ce transfert, que ce soit sous forme de TVA ou de CSG », a jugé le député du Rhône. « On est face à une vraie difficulté de demande », a déclaré à Reuters Mme Berger, secrétaire nationale à l'économie du PS. « Le projet de budget préserve au maximum la consommation des ménages modestes et moyens. Tout choix pour relancer la compétitivité du pays ne doit pas contrecarrer cet objectif prioritaire », a-t-elle dit. (Libération 05/10) « Je ne suis pas convaincu que la réduction de certaines cotisations patronales doive être l'alpha et l'oméga d'une politique d'amélioration de la compétitivité », dénonce Christian Eckert, rapporteur général du budget à l'Assemblée. L'industrie automobile allemande a des coûts salariaux unitaires plus élevés qu'en France. Il faudra donc aussi se préoccuper d'autres questions comme la recherche et l'innovation, l'environnement des entreprises ou les transferts de technologie. » (Mediapart 04/10)

L'Usine nouvelle révèle les dessous du rapport Gallois. « Pour redorer la compétitivité coût et la compétitivité hors coût, l'ancien patron d'EADS esquisse une série de mesures. Parmi les pistes, le retour du commissariat général au plan ou un renforcement de la Conférence nationale de l'industrie. Louis Gallois propose aussi de développer des droits de vote double au-delà d'une certaine durée de détention des titres pour promouvoir un actionnariat stable des entreprises, création d'un PEA pour les PME. Sur la politique d'innovation, les pôles de compétitivité pourraient être réduits à une cinquantaine. Devant la CNI (Conférence nationale

de l'industrie), Louis Gallois a évoqué une piste : un transfert d'une partie des cotisations sociales vers d'autres impôts pour environ 30 milliards d'euros. A ce stade, l'allègement de charges pourrait être large. « Il pourrait concerner les salaires allant jusqu'à 3,5 SMIC, ce qui est très élevé », juge un syndicaliste présent. « Louis Gallois a beaucoup insisté sur le fait qu'une partie de l'allègement profite aussi aux salariés ». **Pour s'assurer que l'allègement de charges n'alimente pas les dividendes des actionnaires, la mesure devrait aussi être évaluée afin de vérifier que l'amélioration des marges sert l'investissement des entreprises. »**

*A lire dans le Monde diplomatique, l'article de Gilles Ardinat* qui reprend sa thèse « Géographie de la compétitivité », Montpellier 2011. On peut lire : « **ce mot [compétitivité] permet de formuler de manière politiquement acceptable l'injonction à s'adapter à la concurrence, une stratégie que la population n'a pas nécessairement choisie et qui sous-tend la mondialisation néolibérale...** La loi du marché, appliquée aux territoires, s'avère fondamentalement faussée. Le discours sur la compétitivité tente de masquer cet état de fait en corrigeant, à la marge, les disparités entre les sites de production.. En ce sens, l'invocation du « territoire » ou de la « nation » constituerait un artifice rhétorique, puisque le gain n'est pas collectif (notion d'intérêt général ou national), mais bien catégoriel (augmentation des profits de certains). D'autre part, la mise en concurrence frontale des systèmes productifs entraîne forcément un effet dépressif sur les salaires, les revenus fiscaux et la protection sociale, eux aussi tenus de s'ajuster à la baisse. Ce phénomène ne pénalise pas uniquement les salariés (perte de pouvoir d'achat) et les États (baisse des recettes fiscales) ; il provoque aussi une atonie de la demande. Sans compter que, si tous les pays décidaient simultanément de contraindre leur demande, ils précipiteraient une grave dépression.. En définitive, l'objectif de la compétitivité masquerait une perte d'autorité et de souveraineté des États-nations. Il permettrait d'évincer, dans l'action politique, toute possibilité de protection. »

### **Sondage**

Le gouvernement est prévenu. **Une large majorité des Français se dit opposée à une hausse de la contribution sociale généralisée (CSG) pour compenser une diminution progressive des charges sur les salaires payées par les entreprises**, selon un sondage **Ifop pour Sud Ouest Dimanche (07/10)**. Une étude qui intervient alors que l'exécutif tente depuis quelques jours de dissiper les craintes d'une augmentation de la CSG. **Un total de 70% des sondés (dont 62% des sympathisants de gauche, 78% des sympathisants de droite et 81% des sympathisants du FN) se déclarent opposés à la baisse du coût du travail**, afin de favoriser l'emploi et la compétitivité des entreprises françaises, qui serait compensée par une hausse de la CSG payée par les Français sur leurs salaires, leurs retraites et leurs revenus financiers. **«Sociologiquement parlant, toutes les catégories sont majoritairement réfractaires à cette hausse de la CSG (...) mais le rejet est plus marqué parmi les ouvriers (77% d'opposés) que parmi les cadres supérieurs et les professions libérales (61%)»**, souligne l'Ifop.



## | Le débat sur le TSCG

Au sein de la majorité, les turbulences entre les tenants du oui et du non ont occupé le débat, occultant le débat sur son contenu. Le 1er ministre s'est impliqué directement. Le groupe socialiste est passé dans la lessiveuse. Le Monde (09/10) peut ainsi dire « Huit jours durant, les responsables de l'exécutif et de la majorité ont travaillé au corps chacun des opposants » Michèle Cotta dans le Nouvel Économiste (05/10) estime « Qu'il y ait une majorité de parlementaires pour le voter ne fait pas de doute : les leaders de la droite, Jean-François Copé et François Fillon, ont déjà fait savoir qu'ils voteraient ce texte, qu'ils jugent conforme à celui accepté par Nicolas Sarkozy. Il n'y aura, dans l'opposition, que la petite poignée d'adversaires résolus au traité, de Nicolas Dupont Aignan à Jacques Myard, pour dénoncer les intolérables abandons de souveraineté qu'il implique. Ceux-ci rejoindront, dans leur hostilité au traité, les communistes et le Front de gauche, qui défilaient dimanche dernier dans les rues de Paris. En revanche, dans les rangs de la majorité présidentielle stricto sensu, nombreux sont ceux qui ruent dans les brancards. Pour démontrer que son autorité, mise à mal par son opposition, à droite ou à la gauche de la gauche, n'en reste pas moins solide, qu'elle n'est pas le moins du monde ébranlée, le Président a besoin de tourner au plus vite, avec le maximum de suffrages positifs, la page du traité européen. Il reste qu'il ressentirait comme un échec, et c'en serait un, de voir les socialistes se diviser trop ostensiblement sur ce vote, faisant ainsi la preuve que le Président ne dispose pas, à l'intérieur du PS et de ses alliés, de soutiens en nombre suffisant sur le projet qui lui tient le plus à cœur. »

## | Le débat idéologique

Il se poursuit activement sur la crise. Le déni sur les responsabilités des tenants du capital se poursuit. Les prises de positions d'économistes s'opposant affluent (voir plus haut). Ainsi P. Jorion écrit (Le Monde 09/10) sous le titre « Le suicide de la finance » : « La finance dispose donc des moyens de neutraliser toute tentative de réduire la nocivité de ses pratiques. Elle s'est immunisée contre les efforts engagés par la communauté pour la protéger d'un nouvel effondrement - efforts motivés, bien entendu, par le souci de se prémunir contre les conséquences économiques et sociales d'une telle catastrophe. » Il poursuit « Dans son livre intitulé « Effondrement » (Gallimard, 2005), le biologiste Jared Diamond mentionne, parmi les raisons pour lesquelles des civilisations anciennes sont mortes, l'incapacité de leurs élites et de leurs gouvernements à se représenter clairement le processus d'effondrement en cours ou, si elles en ont pris conscience, leur incapacité à le prévenir en raison d'une attitude de défense « court-termiste » de leurs privilèges. Arnold J. Toynbee, illustre philosophe de l'histoire, nous a prévenus : « Les civilisations ne meurent pas assassinées, a-t-il écrit, elles se suicident. » Souhaitons que ce ne soit pas tout simplement à cela que nous assistons. »

Le patronat, particulièrement le Medef, est en première ligne pour se poser en victime face aux mesures gouvernementales. La présidente du Medef, Laurence Parisot, a alerté dans

L'Express (05/10) sur l'angoisse des patrons qui «est à son comble» et a dénoncé le «racisme» anti-entreprise qui minerait l'économie française, en pleine agitation provoquée par les tours de vis fiscaux du gouvernement. «L'angoisse des dirigeants (d'entreprises) est aujourd'hui à son comble. De ma vie, je n'ai observé une telle inquiétude face à l'avenir». Selon elle, la France doit «de toute urgence instaurer de nouvelles conditions économiques et réglementaires pour éviter une catastrophe». Elle a souligné que la crise actuelle s'est ajoutée «à des décennies de retard d'adaptation et de refus de mettre l'entreprise au cœur de toute politique économique». **Le gouvernement doit faire face à une fronde du monde de l'entreprise qui proteste contre les choix budgétaires du gouvernement qui, selon eux, alourdit leurs charges.**

**Les faits de société comme cache-misère du politique.** Le journal Métro a commandé un sondage LH2 sur « **Quels référendums souhaitent nos concitoyens** ». Sur le **droit de vote des étrangers aux élections locales**, la réponse est clairement "oui" : 62% des sondés souhaitent que la population soit consultée. Alors que la droite "exige" un référendum et a lancé une pétition nationale d'opposition, ce sont sans surprise ses sympathisants (71%) qui sont le plus enclins à demander un vote. Mais à gauche aussi (57%). Le **mariage des couples homosexuels** suscite un peu moins de crispations. Seule une légère majorité (51%) se prononce pour une consultation. Les sympathisants de droite sont encore ceux qui souhaitent le plus un référendum (61% contre 47% à gauche), le cheval de bataille de Christine Boutin. Pour autant, les femmes (56%) et les 18-24 ans (67%), que l'on peut supposer plus favorables à ce nouveau droit, se prononcent aussi largement pour un débat public. La volonté de référendum a également été mesurée sur la question du **renforcement de la réglementation sur les ports des signes religieux dans l'espace public**. Hormis chez les sympathisants de l'UMP (62%) et du FN (71%), le souhait est cette fois minoritaire. Mais 47% des Français, tout de même, s'y disent favorables.

**L'actualité récente concernant l'arrestation de terroristes islamistes accentue ce phénomène.** Y. Thréard peut écrire dans Le Figaro (08/10) : ce sont « Des fanatiques, organisés en réseau et prêts à finir en martyrs au nom d'une religion dévoyée en idéologie destructrice. Leurs cibles sont les juifs, mais aussi tous ceux qu'ils rendent responsables de leur mal-être et de leurs échecs. Égarés dans la délinquance de droit commun, ils croisent un jour l'islam, se convertissent et, passant d'une forme de violence à l'autre, se fourvoient dans le djihadisme. Ces nouveaux ennemis de l'Occident sont du terroir. Il est donc impératif que les responsables politiques de notre pays et, au-delà, tous ceux qui sont au contact de la jeunesse, ne cèdent pas un pouce de territoire face à ce danger.

Comme l'exprime Laurent Mucchielli « Les faits divers ont fait un retour en force par le biais de la télé... l'érection du fait divers criminel en priorité de l'information le transforme en un fait de société. Il est promu au rang de symptôme des dérèglements de la vie sociale. Et lorsqu'il

rencontre une ambiance générale de morosité et d'inquiétude sur l'avenir, il devient le révélateur d'une décadence. »

Entendu sur France culture (06/10) à l'émission « Le secret des sources », ces propos de Pierre Haski (Rue 89) « Un graphique de The Economist montre aux États-Unis le ratio entre le nombre de journalistes et de communicants sur 20 ans. Le nombre de journalistes a baissé et le nombre de communicants a été multiplié par 6. On est dans une société qui organise la communication de mieux en mieux, nous sommes dans une profession qui se précarise et s'appauvrit. »

**La gauche.** Le débat autour de sa réalité moderne existe. **Philippe Corcuff**, par ailleurs ancien membre du PS, des Verts et du NPA, a répondu à Rue 89 (06/10) sur « **La gauche en état de mort cérébral** », titre de l'un de ses livres (Textuel septembre 2012). Selon lui, « c'est au moment où la gauche était en état de décomposition intellectuelle qu'elle a gagné électoralement. On confond idées et slogans marketing. Les idées, ça a à voir avec du travail intellectuel. Dans la tradition de la gauche, c'est interroger les préjugés, critiquer les lieux communs, prendre de la distance à l'égard des évidences de l'immédiateté, reformuler, mettre en relation différentes dimensions... Ce qui existe de moins en moins. » **La mort cérébrale s'explique par « plusieurs évolutions emmêlées. Il y a d'abord un mouvement continu de professionnalisation politique, où la ressource intellectuelle est de moins en moins valorisée. Il y a ensuite le mouvement de technocratisation.** Les énarques ont pris de plus en plus de poids dans la définition de ce qu'est la politique. Ensuite, aucun cadre globalisant n'est venu remplacer le marxisme en déclin à partir du début des années 80. Dernier élément : la politique devient de plus en plus une marionnette de l'immédiateté. Tous les think tanks qui ont pullulé n'ont pas créé de matière à penser ? Ils sont restés dans un domaine limité de l'intellectualité : celui segmenté de l'expertise et de la logique programmatique. Cela n'a guère permis à la gauche de réélaborer ce que je nomme les "logiciels" de la critique sociale et de l'émancipation, c'est-à-dire les façons de formuler les problèmes avant même de réfléchir aux réponses. »

L'ouvrage de **Jacques Julliard** sur « **Les Gauches françaises** » a été largement présenté par les médias. Ce livre analyse une nomenclature de la gauche en quatre réalités : les récits de la Révolution définissent une gauche libérale qui rejette « 93 » et la Terreur au profit de « 89 » et des droits ; une gauche jacobine centrée sur l'Etat et sa puissance renouvelée par la Révolution et l'Empire ; une gauche collectiviste qui appelle au dépassement de la Révolution et de la République dans le socialisme ; une gauche libertaire, enfin, défendant, contre le pouvoir des élites, les rôles des classes populaires dans la recherche de l'égalité.

Dans un débat avec Marcel Gauchet (France culture 06/10), celui-ci estime « Il m'arrive de ne plus être à gauche dans mon être. Le niveau identitaire se distingue sur le plan des jugements circonstanciels. L'actualité me fait redevenir de plus en plus de gauche et même d'extrême

gauche. Le spectacle du monde que nous avons devant nous quotidiennement avec cette monstrueuse aberration de la mondialisation financière qu'est devenue une machine à broyer les sociétés. Quand je suis confronté à ces questions alors je n'ai aucun doute dans lequel je me situe intellectuellement. Je ne pense pas que nos sociétés doivent se résigner à un sort comme celui qui lui est mécaniquement assigné par le développement d'instruments que personne ne contrôle. Et je suis révolté parce c'est le sentiment qui me paraît le plus profondément de gauche devant le spectacle et les compromissions et les complaisances que cet état de choses bénéficie. » (A écouter <http://www.franceculture.fr/emission-repliques-les-visages-de-la-gauche-2012-10-06>)

## Du côté des thinks tank

**L'institut de l'entreprise lance quatre commissions de travail autour de la compétitivité.**

Dans son rapport « Pour un choc de compétitivité », publié en janvier 2012, l'Institut de l'entreprise identifiait les principales faiblesses à l'origine du décrochage de l'économie française : **déficit d'innovation, politique industrielle inadaptée, hypertrophie de la sphère publique et dialogue social déficient**. Afin d'approfondir les réponses à apporter à chacun de ces défis, l'Institut de l'entreprise lance à la rentrée 2012 quatre commissions de travail, qui viendront s'ajouter à sa commission « Modernisation de la fiscalité ». Placées chacune sous la présidence d'un dirigeant d'entreprise et pilotées par un expert, ces commissions ont vocation, à travers une approche prospective, à élaborer des propositions innovantes et pragmatiques sur les grandes problématiques sociales et économiques dont l'entreprise est partie prenante. Leurs travaux seront rendus publics tout au long de l'année 2013 à travers des rapports, des *policy papers*, ainsi que des événements à destination des entreprises adhérentes et du grand public.

1. L'observatoire de la prospective sociale. Ses travaux portent sur **le dialogue social comme levier de performance pour l'entreprise, donneront lieu à la publication d'un rapport fin 2012**
2. Les ateliers de la performance publique. Les travaux de cette commission portent sur **la performance des services publics au sein des métropoles innovantes**
3. **La commission « Entreprises et territoires ». Ses travaux porteront sur l'évaluation des pôles de compétitivité et le rôle économique des régions**
4. L'Observatoire de l'innovation. Ses travaux porteront sur **les freins à l'adoption de l'innovation.**

**La Fondapol (Fondation pour l'innovation politique) a publié une note intitulée *Fiscalité : pourquoi et comment un pays sans riches est un pays pauvre...* aborde la question de la fiscalité et de son impact sur la croissance et la compétitivité de la France. Son auteur, Bertrand Jacquillat, est professeur à Sciences Po.**

Elle organise un débat autour de l'ouvrage de Sophie Pedder, *Le déni français* (JC Lattès), mardi 23 octobre à 18h30 en partenariat avec *le Huffington Post*.

**La Fondation Jean Jaurès** a publié plusieurs notes : « L'opinion publique américaine et l'élection présidentielle de 2012 ». Triomphalement porté à la Maison Blanche en 2008, puis défait lors des midterm elections, Barack Obama est l'objet d'une forte déception d'autant plus vive que les attentes étaient élevées. Quelles indications les sondages révèlent-ils aujourd'hui sur l'état de l'opinion américaine ?

« **Pour promouvoir le trio réactivité, responsabilité et réciprocité** ». Le 13 août 2012, soit cent jours après l'élection de François Hollande, **le think tank Cartes sur table** diffusait cent propositions. Le débat citoyen qui a suivi a permis de détailler et d'enrichir celles qui ont le plus retenu l'attention. La Fondation en publie aujourd'hui quatre pour promouvoir le trio réactivité, responsabilité et réciprocité.

« Primaires italiennes : les candidats battent la campagne ». Le 6 octobre prochain, se tiendra à Rome l'Assemblée nationale du Parti démocrate (PD). C'est elle qui décidera d'abord de la tenue ou non des primaires, puis des règles qui les régiront. En attendant, les candidatures continuent à affluer.

« Internationale socialiste : la refondation ou le déclin ». **L'Internationale socialiste tenait son XXIVème congrès** du 28 août au 1er septembre 2012 au Cap, en Afrique du Sud. Alors que la mondialisation financière sans règles engagée il y a plus de vingt ans est aujourd'hui en crise, l'institution doit prendre conscience des espérances qui demeurent placées en elle.